

M. Andre: C'est exactement le genre d'emploi de chercheurs. Les compagnies de médicaments génériques veulent . . .

M. Broadbent: Vous être passé maître dans l'art de dire des demi-vérités, Harvie.

M. Clark (Yellowhead): Il n'y a rien de trop bas pour vous, n'est-ce pas Ed?

M. Andre: . . . se lancer dans la fabrication. Elles ont demandé qu'on leur accorde un créneau pour qu'elles puissent le faire. Nous avons prévu un répit de trois ans à la demande expresse des compagnies de médicaments génériques.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT FORGET—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre a admis avoir reçu le rapport de la Commission Forget et il sait sûrement que la Commission lui recommande, premièrement, de créer une société de la Couronne semblable à la Société canadienne des postes ou à Petro-Canada pour administrer le Programme d'assurance-chômage et, deuxièmement, de congédier 3 000 fonctionnaires.

Est-ce que le ministre peut nous dire si le gouvernement conservateur a l'intention d'abandonner ses responsabilités sociales à l'endroit des Canadiens et Canadiennes en acceptant une telle recommandation?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ai dit hier à notre collègue du Nouveau parti démocratique qu'il ne serait pas sage de commenter le rapport Forget avant qu'il ne soit déposé à la Chambre. Cela se fera demain après-midi et, à ce moment-là, nous commenterons ledit rapport.

● (1500)

[Traduction]

L'IDÉE DE CRÉER UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le premier ministre ou le ministre compétent peut sûrement dire à la Chambre qu'il rejette l'idée de créer une société d'État indépendante pour s'occuper de l'assurance-chômage. Le gouvernement a un rôle fondamental à jouer. Va-t-il abandonner maintenant le régime d'assurance-maladie et créer des sociétés d'État pour s'occuper de l'assurance-chômage? Le ministre pourrait-il au moins nous donner cette assurance à propos de la Commission Forget?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le ministre dit qu'il répondra demain après-midi.

Questions orales

[Français]

L'AGRICULTURE

LA COMMERCIALISATION DES OEUFS D'INCUBATION—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Depuis 1981, les producteurs d'oeufs d'incubation demandent la mise en oeuvre d'une Agence nationale de commercialisation.

Le ministre peut-il informer la Chambre de l'évolution du processus, de façon à s'assurer que la finalisation de ce dossier reflète bien la volonté desdits producteurs?

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je remercie le député de Drummond de sa question. Je suis sûr qu'il a été satisfait quand j'ai dit que nous allons diffuser ce renseignement plus tard dans la journée. Nous collaborons depuis un bon moment avec les membres de l'Association des producteurs d'oeufs d'incubation. Nous avons franchi toutes les étapes et nous serons en mesure d'annoncer la formation d'une agence nationale pour s'occuper de ce produit. C'est un autre exemple de la façon dont le gouvernement remplit ses engagements.

* * *

INVESTISSEMENT CANADA

LA SOCIÉTÉ D'ÉDITION GLC—L'ACQUISITION PAR GULF & WESTERN

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable d'Investissement Canada. Il doit savoir à quel point les Canadiens se sont inquiétés de l'abandon de la politique de canadienisation de l'édition du livre qu'a constitué la décision sur l'absorption de Prentice-Hall par Gulf & Western. Cette décision va-t-elle se répéter, ou le ministre est-il prêt à nous affirmer que, dans le cas de GLC, une autre acquisition directe de Gulf & Western, il a l'intention de tenir bon sur la politique de canadienisation et qu'il n'acceptera pas de laisser une autre société d'édition canadienne tomber entre les mains de Gulf & Western?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, j'aimerais tout simplement souligner à ma collègue, justement, que le gouvernement a toujours été préoccupé par les investissements au Canada.

Monsieur le Président, effectivement, depuis que nous avons présenté cette nouvelle loi sur Investissement Canada, déjà on peut ressentir les effets et je peux dire à ma collègue que déjà les investissements au Canada se sont accrus de 17 p. 100.

Monsieur le Président, voilà donc, encore une fois, la justesse d'une décision que le gouvernement a prise en janvier 1985 qui souligne notre intérêt, encore une fois, de soutenir ce renouveau économique.